

Mali-Afghanistan v.2.0 ou non ?

Il est improbable que le Nord-Mali devienne une sorte d'Afghanistan. La France, de son côté, doit africaniser la sécurité et multilatéraliser la formation des militaires le plus vite possible.

Jean-Luc Marret

Le succès des opérations de mouvement et de reconquête du Mali du Nord par la coalition internationale sous direction française (opération Serval) ne doit pas cacher une réalité désormais connue de tous : les groupes *ihadistes* ont reculé en bon ordre et se sont réfugiés, pour l'essentiel, dans le massif des Ifoghas, à la fois peu accessible et peu connu, hormis des populations touarègues locales. Mais il est évident que d'autres éléments se sont disséminés dans les pays voisins (Niger, Burkina Faso, Libye, voire Algérie et Mauritanie), quoique les informations ouvertes sur ce point ne soient pas nombreuses, en février 2013. Ceci a plusieurs conséquences :

– Agissant ainsi, les groupes *ihadistes* ont choisi leur terrain, les Ifoghas. Ce massif montagneux devient-il, du coup et possiblement, l'équivalent des zones tribales pakistanaises pour les Talibans ? Comparaison n'est pas raison et beaucoup d'éléments pourront être évoqués ici, à même de relativiser cette comparaison.

– Dès lors, d'un point de vue militaire, on évoquera un triple mouvement de contrôle urbain, de lutte contre les engins explosifs improvisés et autres attentats-suicide, et enfin, d'encercllement stratégique du massif des Ifoghas par l'armée française et ses alliés. Nous disons « stratégique », par opposition à tactique, compte-tenu de la taille de la zone considérée.

Avant-hier

La zone du Nord-Mali n'a jamais été facile à contrôler. Entre 1880 et 1890, par exemple (mais on pourrait remonter aux Romains qui se plaignaient déjà que certains de leurs opposants berbères au Maghreb trouvaient refuge chez les Touaregs), des troupes françaises engagées le long du fleuve Niger repoussaient les sultanats arabes locaux vers le Nord – en particulier, déjà, les Ifoghas – ce qui permettait de mettre fin à des raids esclavagistes à l'encontre des populations noires (Bambara, Malinké ou Songhaï, Soninké, etc).

D'évidence, les événements actuels ne sont pas seulement sécuritaires, mais ils s'insèrent dans une problématique sociale et culturelle, parfois d'ailleurs polarisée par la colonisation, mais pas seulement. La fameuse « invention touarègue » par le colonisateur, c'est-à-dire l'instrumentalisation/utilisation des Touaregs par la France, si elle fut de nature à durablement polariser la vie locale et à créer des irrédentismes parmi les Touaregs, était en partie « faire du neuf avec du vieux ». Il faudrait faire une histoire systématique des *ihad*s locaux et même de la théologie musulmane locale (Cf. Baba à Tombouctou et ses avis sur la licéité de la capture des Musulmans par des Musulmans), pour voir que tout ceci, comme toujours, est le résultat de longs processus historiques.

Le facteur ethnique, de surcroît, et alors qu'il est parfois systématiquement mésestimé, joue ici un rôle comme il joue un rôle peu ou prou dans d'autres conflits africains en cours sur la ligne de fracture entre Sahel et l'est subsaharien (Soudan, Tchad), ou dans les années quatre-vingt-dix en Afrique du Nord-Ouest entre peuples créolisés côtiers et peuples noirs de l'intérieur des terres (Angola, Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire ?).

Hier

Dans un passé plus récent, le Mali a connu des soubresauts sensibles pour des raisons structurelles préexistantes (marginalisation des Touaregs, sous-développement chronique du Nord, problème de l'eau) et impacts corrélés (manque de bétail, émigration humaine) et pour l'insuffisance ou clientélisme des politiques structurelles. Mais l'essentiel fut la nouvelle polarisation de la question touarègue, laissée en suspens, comme « gelée » pendant plusieurs années au gré d'amnisties et d'accords politiques incertains. La guerre libyenne fut clairement et avec certitude le détonateur de la crise actuelle dans la mesure où elle favorisa le retour au Nord-Mali d'hommes jadis employés par le régime khadafiste dans sa légion panafricaine au gré des aventures du régime ici

Dr. Jean-Luc Marret, maître de recherche, Fondation pour la recherche stratégique et *senior fellow in residence*, Center for Transatlantic Relations, SAIS, Johns Hopkins University (j.l.marret@frstrategie.org, jmarret1@jhu.edu).



Troupes françaises entrent à Tombouctou. Janvier 2013. /ARNAUD ROINE/ECPAD/CORBIS

ou là (en particulier au Tchad). Ces hommes qui avaient fui les conditions socio-économiques, mais aussi politiques, qui leur étaient faites, se retrouvaient soudain, de gré ou de force au Nord-Mali et potentiellement « entrepreneurs politiques », mais cette fois-ci avec des armes. De ce point de vue-là, nous considérons que le label « *jihadiste* » utilisé par certains clans touaregs actuellement, plutôt que le recours traditionnel à l'irrégentisme nationaliste, à l'image du Mouvement national de libération de l'Azawad (MLNA), n'est pas forcément substantiel, mais ressemble à une sorte de produit d'appel pour une mobilisation efficace de militants. Les évolutions politiques d'Ansar Dine, ses dissensions internes, montrent ainsi combien certains militants ou réseaux de militants sont prêts à des accommodements – accommodements d'autant plus aisés qu'ils coïncident avec la manière de voir opportune et française du jour.

Pourquoi intervenir ?

Les raisons de l'opération Serval étaient ou sont nombreuses. Evoquons-les brièvement ici : les *jihadistes* menaçaient le Mali du Sud où résident environ 6 000 ressortissants français, sans compter les ressortissants européens ; ils menaçaient aussi de conquérir le seul aéroport du centre du pays à même de recevoir des avions de transports militaires ; janvier est le mois le plus propice au combat, compte tenu de sa météo moyenne ; la France a des intérêts économiques (y compris prospectifs) et

politiques dans la région ; personne d'autre ne voulait agir, en particulier en Europe ; le devenir des otages français détenus par Al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI) pouvait et peut toujours être un précédent, compte-tenu du grand nombre de ressortissants français dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne.

À cela s'ajoutait aussi l'appel des autorités (non-démocratiquement élues) du Mali et, sans doute, la nécessité d'apporter une contribution décisive à l'amélioration de la sécurité et du fonctionnement politique du Mali.

AQMI et alii

L'essor d'AQMI et des groupes associés (MUJAO, Ansar Dine, etc.), était, de son côté, un élément dramatique de l'équation.

Quoiqu'on en dise, il n'est pas possible d'avoir une idée exacte et encore moins figée, d'une organisation comme AQMI. Il faut pour cela modestie et scepticisme. Comment, par exemple, avoir une idée de ses effectifs et, dans le même temps, de leur niveau opérationnel ? Comment connaître des processus décisionnels internes, au-delà des incantations habituelles, toutes tirées de sources ouvertes ? (« Belmoktar est un businessman... Les *katibats* sont des structures tactiques de base », etc).

Une telle organisation, classiquement, est façonnée par sa culture et ses valeurs, les impératifs de sécurité, la démographie de ses partisans et militants, voire le climat (saisonnalité de la mobilisation). AQMI possède ainsi des

structures islamiques caractéristiques du *jihadisme* (émirs, conseil jurisprudentiel religieux, communication etc.). Dans les faits, aussi bien la largeur de son activité que des impératifs de sécurité font que les effectifs de certaines de ses composantes sont parfois faibles ou inactifs.

Le problème n'est pas nouveau là encore. AQMI, et ses prédécesseurs, s'est développée au sud de l'Algérie et hors des diasporas en Europe et en Amérique du Nord, dans un espace traditionnel dès la fin des années quatre-vingt, pour large part en raison de son échec au Nord, mais aussi par nécessité pour les Islamistes algériens les plus radicaux de trouver un refuge hors d'Algérie. Ces militants y nouèrent des liens avec les tribus commerçantes arabes et les trafiquants qu'ils parachevèrent par des mariages et une redistribution quasi-sociale et clientéliste de l'argent des trafics (et des rançons), en particulier depuis le massif des Ifoghas à la confluence de l'Algérie et du Mali.

Une certaine sur-présence d'AQMI dans la région de Tombouctou avant l'opération Serval lui donnait accès à toutes les logistiques et capacités de cette ville, ce qui lui permettait de bénéficier potentiellement d'une territorialisation accrue (et d'une population sédentaire contrôlée) de son action politique (un début d'« AQMIland »?). En particulier : accès à du matériel militaire malien (et auparavant, pour rappel, libyen) ; accès à des structures bancaires et entrepreneuriales (opportunité de saisies, blanchiment et noircissement de fonds) ; accès à des structures de soins et médicaments ; accès à des moyens de communication (et de cryptage ?) alternatifs de ceux qu'elle possède ; accès à des capacités logistiques et de transport ; accès à des moyens de propagande et de prosélytisme (induction de recrutement in situ?, etc). On voit combien le statu quo, d'un simple point de vue sécuritaire, était intenable.

Mali # Afghanistan

Il est toutefois fort improbable que le Nord-Mali, ou plus largement le Sahel, deviennent une sorte d'Afghanistan ou même d'Irak en termes d'intensité de violence ou de capacités diverses terroristes. Les raisons paraissent les suivantes, par-delà le niveau de développement socio-économique :

– La Syrie, à ce jour, reste la principale terre de *jihad* en termes d'attractivité symbolique et de mobilisation. Le Mali est secondaire.

– Ensuite, AQMI n'a pas sur place, loin de là, les capacités et compétences pour le faire. Ses productions théologiques n'ont jamais été très sophistiquées ni très nombreuses, l'Algérie n'est pas, à la différence de Bagdad ou du Pakistan, un lieu prestigieux de l'islam ; l'islam subsaharien, qui a eu son heure de gloire il y a plusieurs siècles, est mêlé d'animisme, de soufisme (éléments pondérateurs contre tout prurit *jihadiste*), voire pire pour un salafiste dur, de culte des saints.

– La comparaison avec la Somalie, quoique séduisante, ne paraît pas non plus totalement judicieuse – par exemple en raison de la présence de matières pre-

mières (pétrole, uranium) et de nombreux expatriés de l'ancienne puissance coloniale, pour qui la sécurité de ses ressortissants est fondamentale.

– Aussi bien la démographie locale, actuelle ou prévisible, que les infrastructures d'accès sur zone, sur la même période, ont enfin des niveaux qui ne sont pas comparables à d'autres terres de *jihad*, y compris l'Afghanistan.

– Pour autant, la présence désormais documentée depuis quelques mois de militants originaires d'Europe (France, Allemagne) ou d'ailleurs, est un signe de faible intensité, mais inquiétant, spécialement en cas de retour de ces militants dans leur pays d'origine. Comme pour l'Irak en 2003-2005, les mêmes causes produisent les mêmes effets, mais à plus faible niveau à ce jour.

– Il en sera ainsi tant que la France entend et déclare ne pas rester sur place sur le long terme. Plus elle restera, plus les difficultés et la possibilité d'une cristallisation d'une terre de *jihad* seront grandes.

Et après ?

Il importe donc, d'un point de vue français, d'africaniser la sécurité et de « multilatéraliser » la formation des militaires le plus vite possible. Les armées africaines ont un rôle à jouer dans le premier cas, en particulier sous l'égide d'une force de paix des Nations-unies, quoique l'armée française ait un niveau qui semble sans équivalence sur le terrain. Dans le second cas, l'apport européen (dans les faits sous leadership français) aura un intérêt certain qui coïncide avec une certaine volonté générationnelle, en France, d'euro-péaniser toute intervention en Afrique par souci de se distinguer d'un passé post colonial récent (la fameuse *Françafrique*).

L'issue politique de la crise semble encore, à la mi-février 2013, très incertaine. Le Mali sud veut rétablir sa domination sur le Nord-Mali, mais n'a pas les moyens de le faire sans l'armée française (ce qui est un levier décisif pour la France). Les populations du Nord-Mali veulent davantage peser sur le pouvoir malien, et même mieux, ils veulent le partager. Ce n'est sans doute qu'à cette condition qu'ils pourront prendre une part décisive dans la gestion sécuritaire de l'Azawad (le Nord-Mali).

Nous avons dit « populations du Nord-Mali » car ce serait une grave erreur et une surestimation de la question touarègue que de ne considérer le Nord-Mali que de peuplement touareg. On rappellera que l'Azawad est aussi peuplé par des Maures (Ouest) et des Subsahariens (Songhaï, Peuls etc.), autour du fleuve Niger.

De ce point de vue ethnique seul (mais encore une fois, ce n'est pas l'unique lecture de cette crise), une solution politique semble devoir tenir compte de l'ensemble des irrédentismes et particularismes locaux, en particulier de ceux qui s'expriment le mieux. De ce point de vue, les Touaregs ont – pour l'instant – le plus de retentissement... ■